

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Souscription

Intensifier la bataille

VOICI près de trois semaines maintenant que le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), dont l'*Humanité rouge* est l'organe central, lançait dans nos colonnes un appel pressant à tous nos camarades amis et lecteurs. Depuis début octobre, la souscription reçue se monte à 62 934,81 F, ce qui est certes un résultat encourageant et qui montre avec certitude que l'appel a été entendu.

Pourtant, ce chiffre représente un peu moins du tiers des 200 000 F, soit 20 millions d'anciens francs qu'il nous faut réunir avant la fin du mois de novembre pour desserrer l'étau qui menace sinon la sortie régulière de notre quotidien sur huit pages. C'est dire l'importance des efforts qu'il nous faut encore consentir.

Ce premier cap passé, il devrait ensuite être rendu possible, grâce notamment aux deux grandes journées nationales de souscription avec vente de cartes de vœux chinoises, les 2 et 3 décembre, et grâce à la vente du calendrier, de réunir 15 millions d'anciens francs durant le mois de décembre. Ce sera alors la preuve que notre presse, et notamment notre quotidien, peuvent continuer leur sortie régulière pendant l'année 1979.

Jusqu'à cette année, les objectifs que nous avons assignés à la souscription ont toujours été atteints mais l'expérience a montré qu'il s'écoule toujours quelque temps avant que nos appels soient pleinement suivis d'effets. Or, nos camarades et lecteurs doivent savoir que si nous avons fixé l'étape des 20 millions à fin novembre, c'est pour pouvoir répondre à des échéances et à des impératifs financiers qui tombent à cette date où nos fournisseurs nous attendent. Sans être dramatique, la situation est donc suffisamment sérieuse pour que nous demandions avec insistance à tous nos lecteurs, amis et camarades d'intensifier la bataille financière qui est indispensable pour que notre presse puisse continuer à jouer tout son rôle dans la bataille politique.

Pour que cette bataille financière puisse être menée à bien, nos lecteurs doivent se pénétrer de cette vérité : notre presse dont le seul but est de servir la lutte du prolétariat révolutionnaire ne vit que par eux et, d'une manière générale, que des « petits sous » des travailleurs.

Il faut également que les cellules, sections et régions du PCML s'assurent de l'envoi régulier de la souscription selon leurs plans et objectifs respectifs sans attendre pour cela, comme c'est parfois le cas, d'avoir recueilli des sommes importantes.

(Suite page 6)

Jean QUERCY

Le Shah fait appel à l'armée

Les grèves continuent

UN gouvernement militaire, dirigé par le chef d'état-major de l'armée. Le Shah a fait appel au seul appui véritable qui lui reste pour venir à bout du mouvement populaire. Il jouit, ce faisant, du soutien de Carter, président des USA, tandis que l'URSS fait preuve, pour le moins, de la plus grande discrétion.

Comble de cynisme, le Shah a invité la population à « coopérer » avec l'armée et a donné l'ordre à celle-ci de tirer à vue sur tout manifestant.

Pourtant les grèves continuent... de même que la fuite des capitaux. Des faits qui attestent que le régime du Shah n'est pas sauvé pour autant. (Voir article page 3)



7 novembre 1917 : un jour nouveau se lève sur le monde



Pétrograd. Le 7 novembre 1917. Dans les usines, les ouvriers sortent leur fusil de derrière les machines. Dans les casernes, les soldats sortent les munitions. Contre Kérénski le réformiste bourgeois, il faut y aller. Y aller les armes à la main, puisqu'il ne comprend que ce langage, tout comme il avait fallu y aller contre le tsar, huit mois plus tôt.

De la prise du Palais d'Hiver par le peuple insurgé naîtra le pouvoir des soviets. C'était il y a 61 ans. Et aujourd'hui encore les révolutionnaires de 1917 ont des choses à nous dire. Notre photo : les marins se préparent à l'insurrection. Photo d'époque (archives HR).

(Voir article page 4)

Ian Smith ?

Un père de famille aux mains sanglantes

INTOLERABLE le passage mardi soir sur la première chaîne d'une émission entièrement consacrée au dirigeant d'un des derniers Etats racistes du monde.

Avec une caméra plus que complaisante Jean-François Chauvel présente en effet un portrait louangeur de Ian Smith, le premier ministre rodhésien. C'est un brave homme, un bon père de famille, un honnête exploitant agricole qui nous est présenté, presque un anti-colonialiste...

Pas un mot de la réalité du pays. Pas un mot du racisme institutionnalisé en système, pas un mot des massacres comme ceux perpétrés le mois dernier en Zambie par l'armée de ce même Ian Smith, ce bon père de famille. Mille cinq cent personnes, des hommes et des femmes des enfants ont péri, écrasés sous les bombes, brûlés au napalm, mais les enfants de Smith, eux, sont bien élevés, ils ne luttent pas les armes à la main contre le régime. Ils n'entreront jamais dans les rangs des mouvements de libération nationale qui luttent pour que le pays, le Zimbabwe, revienne à ses vrais propriétaires. Il faut dire que pour eux ce n'est pas nécessaires, ils sont blancs...

LE MONDE EN MARCHÉ

Le traité soviéto-vietnamien

Souvenons-nous de l'invasion de la Tchécoslovaquie

TOUS les gens épris de paix sont légitimement en droit de s'inquiéter à la signature du « traité d'amitié et de coopération » entre Hanoï et Moscou.

Après le soutien de l'URSS à l'agression vietnamienne contre le Kampuchea (Cambodge), verra-t-on Moscou se lancer dans une nouvelle entreprise insensée : attaquer la Chine par Vietnam interposé ? C'est en tout cas ce qu'on peut se demander à la lecture même du traité.

Pour la première fois, un traité comparable à ceux liant les pays de l'Est à l'URSS, a été signé entre Moscou et Hanoï. Or, chacun sait ce qu'il en est de l'« indépendance » de ces pays vis-à-vis de l'URSS.

ALIGNÉ SUR MOSCOU

En consignnant par écrit la possibilité d'une inter-

vention militaire ouverte de l'URSS aux côtés du Vietnam, le traité soviéto-vietnamien est révélateur de deux choses :

Premièrement, le Vietnam se lie irrémédiablement au char du social-impérialisme russe. Dans le but de réaliser ses propres ambitions en Asie du Sud-Est, il abdique sans vergogne toute volonté d'indépendance. Les

dirigeants vietnamiens ont, ni plus ni moins, vendu leur pays à l'URSS pour pouvoir bénéficier de son appui militaire.

Deuxièmement, Radio-Hanoï poursuit son sabotage, accusant d'une part le Kampuchea (Cambodge) d'agresser le Vietnam et d'autre part la Chine de provoquer des incidents de frontière. Or, le traité ne déclare-t-il pas : « Au cas où l'une des parties ferait l'objet d'une attaque », des consultations bilatérales seraient « immédiatement engagées pour éliminer ce danger ».

Voilà donc légitimer par avance une intervention militaire soviétique aux côtés du Vietnam contre le Kampuchea et contre la Chine.



Léonid Brejnev accueille Le Duan, secrétaire général du Parti vietnamien. Ce dernier remerciera l'URSS qui, dira-t-il « intervient énergiquement aux côtés du peuple vietnamien. »

DE MENACES TRES PRECISES

Pour rendre les choses plus claires encore, Brejnev a déclaré : « En cette heure difficile, quand la politique de la direction chinoise engendre de nouvelles difficultés considérables pour la construction du socialisme sur la terre vietnamienne, la force de notre amitié et de la solidarité des pays socialistes à une importance particulière. » Invoquer la « force de l'amitié et de la solidarité des pays socialistes » est une coutume dont on est friand à Moscou.

Ce n'est malheureusement pas une simple formule de style.

C'est une menace très précise et très sérieuse qui, mise en application, a abouti à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 par les troupes russes avec l'aide de quatre pays, membres du Pacte de Varsovie.

La « force de l'amitié, c'est la force des baionettes russes et la « solidarité des pays socialistes », c'est la solidarité des chars russes et vietnamiens dans l'agression d'un pays indépendant.

IL Y A 10 ANS

Faut-il rappeler que ce n'est pas du tout par hasard

si, dix ans après Prague, Radio-Hanoï a fait l'éloge de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie alors que le monde entier et même les partis dits communistes d'Europe de l'Ouest l'ont condamnée.

Aujourd'hui, les choses sont de plus en plus claires pour les peuples : il y a eu Prague 1968, il y a eu l'offensive militaire russe en Angola, au Zaïre, en Ethiopie, il y a eu les pressions diverses sur la Somalie et l'Egypte, maintenant il y a le traité Vietnam-URSS.

Qui pourrait présenter un tel traité (signé avec une

superpuissance de plus en plus connue pour ses tentatives de domination) comme un traité pacifique, de non-agression ? Qui pourra prétendre, si l'URSS intervient contre le Kampuchea et la Chine, qu'elle aide le Vietnam à défendre son indépendance ?

Et si certains essaient de présenter l'agression ou son projet (contenu dans le traité) comme un acte de défense de l'indépendance, alors demandons-leur : « En 1968 l'intervention russe en Tchécoslovaquie, c'était peut-être un acte de défense de l'indépendance ? »

Claude LIRIA.

Grande-Bretagne

57 000 ouvriers démarrent leur septième semaine de grève chez Ford

SUR la foi d'informations de presse, nous annonçons le 10 octobre dernier la fin de la grève des ouvriers des usines Ford de Grande-Bretagne. En fait, et bien qu'ils aient effectivement

remporté une première victoire en faisant sauter le verrou des 5% d'augmentation annuelle autorisée par le gouvernement Callaghan, les travailleurs de Ford ont jugé nettement insuffisante la proposition

patronale d'une augmentation de 15% et ont décidé de poursuivre leur mouvement.

Depuis trois ans, alors que l'augmentation de leurs salaires est bloquée à 5% par an, les travailleurs britanniques ont vu les prix croître de plus de 50%. Ce qu'ils demandent donc aujourd'hui, c'est une augmentation qui, sans rattraper tout à fait ce qu'ils ont perdu, en compense néanmoins une certaine partie. C'est pourquoi ils ont fixé le niveau de leurs revendications à 27%.

Après une proposition de 15% rejetée par les travailleurs, la direction de Ford vient de faire une nouvelle proposition de 16,5%. Celle-ci vient d'être également rejetée par une majorité écrasante des 57 000 ouvriers en grève.

Alors que le coût de la vie en Grande-Bretagne est sensiblement proche de celui en France, le salaire moyen des ouvriers de Ford est de 1 600 francs par mois. Ils est évident qu'un tel salaire ne leur permet plus de vivre décemment et que la demande d'augmentation de 27% n'a rien d'exagérée.

De plus, dans les 16,5% qu'offre la direction de chez Ford, est incluse une prime de 5% que seuls toucheront les travailleurs qui ne se seront pas arrêtés et qui n'auront pris part à aucune grève sauvage. Une prime de non-grève, quoi...

Ayant rejeté ces dernières propositions patronales, les travailleurs vont entamer leur septième semaine de grève. Pour l'instant cette lutte à coûté 2,7 milliards de nouveaux francs à Ford, mais les ouvriers sont bien décidés à ne pas lâcher les premiers... (A suivre)

Radio-Hanoï : un langage qui fait frémir

A tous ceux qui se posent encore des questions sur le Vietnam et se refusent à croire que les dirigeants vietnamiens s'engagent dans une voie d'agression, rappelons cette position du Vietnam : à propos du dixième anniversaire de l'invasion des troupes russes en Tchécoslovaquie, Radio-Hanoï a parlé de « victoire du peuple tchécoslovaque sur le putsch contre-révolutionnaire » et a affirmé que les dix années écoulées depuis ont été « une période splendide dans l'histoire de la construction socialiste de la Tchécoslovaquie ».

Splendide, l'occupation russe en Tchécoslovaquie ? Il y a de quoi faire frémir tout démocrate et toute personne attachée à l'indépendance des pays souverains.

Que Hanoï ose tenir un tel langage est significatif de ses propres projets et de sa volonté de reprendre à son compte les thèses les plus pro-soviétiques.

Il a dit :

Guilo Andreotti, président du conseil italien, dirigeant démocrate chrétien, représentant des grands monopoles italiens : « Si les communistes ne nous avaient pas donné un coup de main pour remettre la barque à flot, qui sait où nous serions... »
Un bel hommage et un remerciement de la bourgeoisie à la politique de trahison du PCI.

Les étudiants ivoiriens dénoncent la répression dans leur pays

Les étudiants ivoiriens dénoncent la répression dans leur pays.

Dans un communiqué, l'Union des étudiants et des élèves de Côte d'Ivoire dénoncent l'arrestation massive de travailleurs et d'étudiants à laquelle procède en ce moment le gouvernement d'Abidjan. Le communiqué, qui chiffre à une centaine, dont plusieurs militants de l'UNEECI, le nombre d'arrestés, poursuit :

« Après plusieurs arrestations sur place, le régime profite en ce moment du retour de nos camarades pour venir les kidnapper dans l'avion cinq minutes avant le décollage. C'est ainsi que deux de nos camarades ont été arrêtés les 17 et 23 septembre à l'aéroport de Port Bouet à Abidjan. Ce qui porte à 10 le nombre de militants de l'UNEECI actuellement incarcérés dans les geôles fasciste d'Houphouët Boigny, qui sont présentés comme des « auteurs de trouble ».

Ces arrestations arbitraires interviennent à la suite d'une diffusion massive de tracts et d'affiches par les travailleurs d'Abidjan pour dénoncer d'une façon générale la cherté de la vie et en particulier la hausse des tarifs des transports en commun (autobus) et taxis annoncée par le régime en juillet.

Communiqué de l'Union des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire

Espagne

Le danger fasciste subsiste

LES fascistes ont organisé, vendredi dernier, à Madrid, une manifestation rassemblant 300 000 personnes selon la police, 70 000 selon d'autres observateurs. Le but de la manifestation était de condamner la politique démocratique du gouvernement actuel, d'appeler à voter contre la Constitution lors du référendum qui aura lieu le 6 décembre prochain.

Cette foule habillée de la chemise bleue franquiste, saluant la mémoire de Franco, rappelle que le danger du fascisme en Espagne n'est pas définitivement mort et que la lutte pour la démocratie n'est pas définitivement gagnée.

Les slogans que l'on pouvait entendre étaient axés contre le gouvernement « qui soutient les terroristes » et exigeaient la mise en place d'un

gouvernement qui prendrait les mesures adéquates, c'est-à-dire des mesures répressives telles que le peuple espagnol a pu les connaître depuis 1939. Les actions terroristes ainsi que les répercussions de la crise économique sont les principaux prétextes des fascistes pour exiger leur retour au pouvoir.

Cette manifestation était aussi axée contre les autonomies qu'ont pu acquérir les provinces espagnoles, faisant une assimilation entre tous ceux qui luttent pour que soient respectés les droits et la culture des différents peuples d'Espagne et ceux qui pensent pouvoir résoudre les problèmes par des actes terroristes tels que les assassinats de gardes-civiles comme ce fut encore le cas ce week-end.

Contre le terrorisme, les fascistes appellent à soutenir l'armée et la police

« Armée, le peuple est avec toi », « Police persécutée, le peuple est avec toi », « Phalange oui, communisme non ! », etc. Comment ne pas trembler quand on sait que ces mots d'ordre sont repris par des milliers de gens, que le fascisme est encore bien implanté dans l'armée et la police ?

C'est pourquoi les marxistes-léninistes de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs estime qu'à l'heure actuelle, le moment est encore celui de la consolidation de la démocratie, que tout n'est pas joué. C'est aussi pour cette raison qu'ils appellent à voter oui au référendum sur la Constitution, même si celle-ci comporte de nombreux défauts. Elle marque la fin du franquisme, la fin d'un temps où aucun droit n'était accordé au peuple.

Evelyn LE GUEN

DANS L'ACTUALITE

Chauvinisme et prosoviétisme

DANS le cadre du débat ouvert dans la presse sur l'antisémitisme et l'affaire Darquier de Pellepoix, Marchais s'est vu accusé d'antisémitisme par le nommé B.H. Lévy, nouveau philosophe de son état. L'attaque est calomnieuse sans aucun doute. La seule preuve à charge étant la phrase de Marchais qui en 1968 traitait Cohn-Bendit « d'anarchiste allemand ».

Deux lettres, celle d'Ellenstein et celle de G. Konopnicki (ancien président de l'UNEF-Renouveau qui a démissionné du PCF il y a un mois) contribuent à remettre les choses à leur place.

— L'attitude du PCF à l'égard de l'URSS de Brejnev, le fait complice de la répression fasciste qui sévit là-bas et en particulier de la renaissance de l'antisémitisme en URSS.

— La politique chauvine des dirigeants du PCF concentrée dans le mot d'ordre « Fabriquons français » offre un terrain favorable à la propagande raciste.

Ellenstein s'est rendu coupable d'une « misérable provocation » à l'égard du PCF c'est du moins ce qu'écrit l'Humanité de lundi rapportant les propos de Piterman. Les faits incriminés ? Une pleine page signée Ellenstein dans le Matin du 4 novembre.

On peut y lire entre autres :

« ...La réplique du Parti communiste français n'aurait-elle pas été plus crédible si en même temps il avait dénoncé avec toute la force nécessaire la renaissance de l'antisémitisme en Union soviétique ? Quand la Komsomolskaïa Pravda a publié un article digne de Goebbels et de Rosenberg sur le complot judéo-maçonnique qu'a-t-on lu dans l'Humanité ? Rien.

Où, j'aimerais lire un éditorial de l'Humanité dénonçant l'antisémitisme que l'on trouve dans de nombreuses revues soviétiques comme Ogoniok et dans les thèses d'un délicat érudit du nom d'Emelianov.

Où, je pense qu'il y a dans le PCF une fraction prosoviétique (...) Je ne veux pas dire, cela va de soi, que la politique du PCF est dictée par Moscou. Mais je veux dire que des influences prosoviétiques continuent à s'y exercer. Cela explique en partie le fait

qu'on continue à ne point critiquer la politique étrangère soviétique. »

De son côté G. Konopnicki écrit dans le Matin du 4 novembre :

« (...) Dans l'Humanité du 3 novembre, tu réponds par une salve d'artillerie aux propos de Bernard-Henri Lévy, lesquels étaient, il est vrai, déplacés. En attaquant le PCF, celui-ci couvre le vieil antisémitisme de la droite française dont il est l'alibi. L'humanisme occidental, auquel les « nouveaux philosophes » se réfèrent, ressemble étrangement à celui qui a produit Léon Daudet et Darquier de Pellepoix.

Ta réponse et celle du bureau politique laissent malheureusement dans l'ombre trois questions :

1. — La déclaration à laquelle Lévy faisait allusion date de dix ans. Elle n'était pas antisémite mais xénophobe : tu parlais de l'« anarchiste allemand Cohn-Bendit ». Un mot de trop, un mot qui pour isoler un adversaire politique usait d'arguments de bas étage. A l'époque, militant de l'Union des étudiants communistes, j'ai dû défendre ce texte face à Daniel Cohn-Bendit et à deux mille étudiants. Nous avons essayé une déroute

politique. L'anticommunisme a grossi l'affaire, mais incontestablement, l'article signé Georges Marchais prêtait le flanc. Le centralisme démocratique coûtait cher à l'Union des étudiants communistes ce jour-là.

2. — Les déclarations de Darquier de Pellepoix sont d'autant plus dangereuses qu'elles existent en France, et notamment dans les milieux populaires, un profond sentiment raciste à l'égard des travailleurs immigrés. La crise, le chômage, les campagnes de la droite attisent un brûlot qui peut s'avérer dangereux demain. Le Parti communiste choisit ce moment pour s'engager dans une campagne nationaliste dont les mots d'ordre (« Fabriquons français », etc.) confortent le sentiment chauvin des Français.

3. — Quand on parle d'antisémitisme aujourd'hui, tout le monde pense malheureusement à l'URSS, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie. Lourde est la liste des purges antisémites, des procès de Moscou à ceux de Prague en passant par l'expulsion massive des juifs de Pologne en 1967 et l'odieuse campagne menée depuis des mois par la presse soviétique, le Parti communiste français se tait. C'est ce qui m'a amené à suspendre mon adhésion. On ne peut pas condamner d'un côté l'antisémitisme en France et se taire devant la même ignominie lorsqu'elle émane de Brejnev.

(...) Tant qu'existe à moindre connivence entre le PCF et le groupe dirigeant soviétique, les arguments de Bernard-Henri Lévy et d'autres sont crédibles. Le PCF gagnera en se plaçant du côté des masses soviétiques victimes de la bureaucratie et de ses persécutions xénophobes à l'égard des juifs et d'autres nationalités non russes d'Union soviétique.

Enfin, dans la polémique, la politique fondamentale s'estompe. Aussi jugera-t-on inopportun que je saisisse pareil moment pour faire remarquer qu'en dehors de celui de Pierre Vigneron, aucun des textes publiés par l'Humanité ne se réfère à la notion d'internationalisme. Abondent par contre les protestations de patriotisme. L'internationalisme a-t-il cessé d'être la réponse révolutionnaire au racisme et à l'antisémitisme ? ».



Le shah fait appel à l'armée

Les grèves continuent

LUNDI matin, un gouvernement militaire était mis en place en Iran. Dirigé par le chef de l'état-major général, Azari, il comprend sept généraux, un amiral et trois civils. Lundi matin, Téhéran était une ville à moitié détruite par les événements de la veille où les jeunes avaient attaqué tout ce qui représente le pouvoir ou l'impérialisme américain et anglais. Maintenant, la censure est rétablie, l'armée a ordre de tirer à vue sur tout manifestant.

Le gouvernement militaire comprend un individu encore plus sinistre que les autres. Il s'agit d'Oveïsel, gouverneur militaire de Téhéran et administrateur de la loi martiale. Il est responsable de nombreux assassinats. Il a été nommé aux Affaires sociales. Pour justifier la mise en place d'un tel gouvernement, le Shah a prononcé lundi une allocution radiotélévisée dans laquelle il fait appel au calme et invite la population à coopérer avec l'armée. C'est sans doute dans ce but que l'armée a reçu l'ordre de tirer à vue sur tout manifestant et d'interdire tout rassemblement supérieur à trois personnes !

Puis il promet, comme toujours depuis 25 ans, un avenir meilleur où la démocratie existerait. Une fois de plus, il promet des élections libres. Il déclare avoir compris... le sens révolutionnaire des manifestations !

En attendant, ce qui existe sûrement, c'est la mise en application au sens

strict de la loi martiale. L'une des premières mesures de ce gouvernement militaire a été de rétablir la censure. Tous les journaux ont été interdits sauf... le Rasthahiz, l'organe officiel. Plusieurs journalistes ont été arrêtés. Les écoles seront fermées pendant une semaine.

L'armée est maintenant à tous les coins de rue, lançant des rafales de mitraillettes dès qu'un petit groupe se forme. Les blindés sillonnent les rues de Téhéran.

Cependant, des groupes de manifestants, malgré ce dispositif, continuent à chercher à se rassembler.

Le Shah, qui a choisi l'épreuve de force, espère que cette fois, il s'en sortira. Et pourtant, il est certain que ce ne sont pas ces soldats postés aux quatre coins de la ville qui changeront le cours des événements. Gouvernement civil ou militaire, rien n'est changé. C'est ce que déclarent tous les représentants de l'opposition. Ce n'est pas la

loi martiale, instaurée depuis le mois de septembre, qui a empêché les manifestations monstres. Ce n'est pas la mise en vigueur plus sévère de cette loi qui empêchera de nouveaux rassemblements. Ce n'est pas non plus ce qui provoquera l'arrêt des grèves.

LES GREVES CONTINUENT

On parle beaucoup moins de grèves en ce moment alors qu'elles se poursuivent et même se développent et s'étendent à des secteurs encore non touchés comme, par exemple, à la raffinerie de Téhéran. Loin de s'améliorer, la production de pétrole va en régressant. La poste ne transmet plus les communications pour l'étranger. La grève du personnel de l'aéroport se poursuit après l'échec des négociations. Les motifs de ces grèves étant avant tout politiques, les travailleurs sont décidés à les poursuivre tant que le Shah restera en place.

La fuite des capitaux se poursuit et déjà les départs d'étrangers sont importants. Le Shah ne possédant pour tout soutien que l'armée a donc été amené à faire appel à elle mais rien ne dit que ce sera suffisant pour arrêter la dégradation croissante de son pouvoir.

Evelyn LE GUEN

Cassure au CERES

LE collectif national de la minorité du PS, le CERES, réuni ce week-end a enregistré une cassure au sein de la fraction socialiste encore dirigée par Chevènement.

Les militants du CERES s'opposent sur deux questions importantes (laissons de côté les discours confus sur la « nouvelle petite bourgeoisie » ou la « gauche américaine ») : La première question est l'avenir de la gauche et la possibilité ou non de refaire l'Union de la gauche. Le CERES de Chevènement reste partisan d'une alliance avec le PCF et rejette sur le PS une partie importante de l'échec électoral de mars 1978. Un groupe de 21 contestataires du CERES reprocherait plutôt au CERES d'avoir trop écouté les sirènes du PCF et d'avoir souvent préféré l'Union de la gauche à la spécificité du PS.

La question internationale est aussi un point de clivage. La majorité du CERES considère encore l'URSS comme un pays socialiste

ce que contestent les vingt et un opposants. Chevènement avec la majorité considère aussi qu'il y a « américanisation » de la France aujourd'hui. S'il se montre conciliant avec l'URSS, il se montre par ailleurs méfiant face à la superpuissance américaine.

Le CERES risque donc de se scinder peu à peu en deux car les points de divergences de ligne sont importants, ce ne sont pas des questions secondaires et toute solution de compromis semble impossible pour l'instant. Sans doute les vingt et un contestataires seront-ils appelés à quitter la fraction socialiste qui, sous l'égide de Chevènement restera l'aile du PS la plus proche du PCF, à tous points de vue.

C'est là ce qui risque d'arriver. Le CERES de Chevènement est à l'heure actuelle la fraction de la gauche qui se montre la plus ferme dans sa volonté de refaire cette Union de la gauche qui, fait ses preuves par la négative pendant six ans, en devenant la seule

perspective proposée à la classe ouvrière (y compris par les directions syndicales CGT et CFDT) pour finir comme on sait en mars de cette même année.

Le CERES de Chevènement est aussi à contre-courant de la direction nationale du PS sur des questions importantes, comme l'Europe, l'URSS, ou l'Allemagne de l'Ouest. Chevènement sème des illusions sur ce qu'est l'URSS, un pays socialiste à ses yeux, il prêche la collaboration avec les pays de l'Est et le pays de Brejnev. Il refuse l'Europe unie et le Marché commun mais prône une collaboration européenne entre l'Est et l'Ouest ; il ne voit de danger pour la paix internationale que dans une prétendue alliance hégémonique germano-américaine... A l'heure où l'URSS prépare la guerre et masse des troupes aux portes de l'Europe de l'Ouest, à l'heure où elle intervient un peu partout dans le tiers monde, c'est une grave responsabilité.

Philippe LECLERC





Commission des marins de la flotte des Balkans, réunie à Pétrograd dans une caserne.

Le peuple salue dans la rue le pouvoir des soviets. Photos d'époque, archives HR.

7 novembre 1917

Un jour nouveau se lève sur le monde

Reconnaissant ainsi que l'insurrection armée est inévitable et arrivée à pleine maturité, le Comité central invite toutes les organisations du Parti à s'inspirer de ce fait et à examiner et résoudre de ce point de vue toutes les questions pratiques » (*). Appel historique de Lénine devant le Comité central du Parti bolchévique, en Octobre 1917, à Pétrograd. Bientôt, les ouvriers, les paysans et les soldats se lèveront en masse, déferleront sur Pétrograd, renverseront le gouvernement provisoire de Kérinski, instaureront leur propre pouvoir, celui des soviets. C'était il y a 61 ans, le 7 novembre 1917.

Un jour nouveau venait de se lever sur le monde. La première révolution prolétarienne victorieuse ouvrait une ère nouvelle. Il avait fallu que le peuple en armes renverse le tsar, en février, puis qu'il renverse le pouvoir réformiste et bourgeois de Kérinski, en octobre, pour prendre lui-même en main son destin et celui de son pays. Prendre les armes. Depuis lors, toutes les révolutions victorieuses ont dû passer par cet acte essentiel. Que ce soit la révolution socialiste victorieuse en Chine ou la révolution nationale victorieuse en Algérie face au colonialisme français. Ce n'est pas un choix qui dépend du bon vouloir des gens, c'est une loi de l'histoire. Le pouvoir tsariste, l'impérialisme japonais, le colonialisme français n'ont pas cédé le pouvoir autrement que contraints par la violence d'un peuple en armes. Et aujourd'hui en France ? Certains disent aujourd'hui le contraire de ce que disait leur propre parti, hier, à l'époque de Lénine. Le PCF, quand il fut créé à Tours, en 1920, fut bien créé sur la base des idées qui assurèrent la victoire du peuple soviétique trois ans avant. Mais aujourd'hui ? D'une part, le XXIIe congrès nous assure que le peuple devra toujours défendre ses conquêtes face à la

Document



La montée aux barricades lors de l'insurrection d'octobre 17.

LA violence il faut la subir ou l'imposer, cette phrase est de Paul Vaillant-Couturier, militant communiste, rédacteur en chef de l'Humanité, au sortir de la Première Guerre mondiale, au lendemain de la Révolution d'Octobre. Et pourtant Vaillant-Couturier l'avait vue la violence, lors de la boucherie impérialiste que fut la Guerre 14-18. Mais à l'issue de cette guerre, un espoir est né, à des milliers de kilomètres de Paris, mais tout proche cependant : le pouvoir des Soviets dans le pays de Lénine. Cette première révolution prolétarienne Vaillant-Couturier l'a faite sienne. En 1920, à Tours, il est un des

plus ferme fondateurs du Parti communiste français. Ce document est extrait d'une de ses œuvres : « Ce que j'ai appris de la guerre ». Vous le verrez, ce sont des paroles de vrai communiste, bien loin des baragouinages que nous sortent aujourd'hui les dirigeants du PCF. « La guerre m'avait comblé de certitudes. Je cherchais une voie droite, sûre, scientifique où les canaliser. Or, le socialisme classique bafouillait son nouveau bréviaire radical, le syndicalisme sorélien s'étiolait dans les nuages de l'action économique pure, le blanquisme conspirait sous un casque de pompier, le pacifisme déclamait. Mais il y avait Lénine. Octobre 1917, comme un coup de sabre dans l'histoire. L'expérience de 150 millions d'hommes obte-

nant la paix par l'insurrection de masse. Les perspectives de la Révolution mondiale. Un parti de fer... Une doctrine et des méthodes à l'échelle de la civilisation de la vitesse, le plus mesuré, le plus sage, le plus juste des évangiles. Désormais, j'allais sortir de la guerre, vivre mon temps avec enthousiasme jeter mes décorations au nez de l'opinion publique et entreprendre d'arracher pied ma bataille contre l'"ennemi" ; le seul. Dans une note jusqu'ici inédite, Raymond Lefebvre écrivait en 1915, au fond d'un abri du front, ces quelques lignes : Eloge de la guerre civile C'est alors qu'on sait pourquoi on se bat. Violence brève à bon escient. Le meurtre d'un seul homme s'y amplifie en symbole. Pas de gaspillage d'or ni de sang. Pas de boucherie ni de déluge de ferraille. La guerre civile est économie de meurtres. Aussi c'est, parce que

j'ai l'infini respect de la vie humaine, c'est parce que j'envisage — comme Marat — l'intérêt du plus grand nombre, c'est enfin parce que la lutte sourde existe à l'état permanent dans le régime économique que, pour tuer la guerre impérialiste, j'ai une fois pour toutes, choisi la guerre civile. On n'est pas révolutionnaire par fantaisie, pour le plaisir ou par enthousiasme ! la Révolution n'est pas une idylle. On est révolutionnaire gravement, raisonnablement, quand on a compris qu'on ne peut pas faire, tant que subsistent des classes en bataille, l'économie de la violence. Il faut la subir ou l'imposer. Et l'enjeu, c'est la civilisation. Ayant subi la guerre impérialiste, j'ai appris que la guerre civile c'est la légitime défense des travailleurs. Dans le temps de l'avion, du cinéma, de la radio, tout autre guerre n'est qu'un crime imparadonnable, parce que stérile.

bourgeoise, d'autre part Marchais et les siens assurent que « les conditions sont changées », ils reprennent l'idée de Krouchtchev : « Le passage pacifique au socialisme ». Mais dans les luttes de chaque jour, aujourd'hui, dans ces luttes qui ne sont pourtant qu'économiques, pour nos revendications immédiates, le pouvoir capitaliste n'envoie-t-il pas sa police, parfois même son armée ? Alors, pensez, quand il s'agit de prendre le pouvoir... Quand on voit ce gouvernement qui s'oppose sans cesse au droit de grève, comment peut-on imaginer qu'il laissera le peuple prendre le pouvoir pacifiquement, en respectant un système électoral qu'il n'accepte que tant qu'il lui profite à lui ? On ne pourra pas plus faire l'économie d'une révolution en France qu'on ne l'a pu en Russie, en Chine ou en Algérie. Est-ce dire que l'insurrection, en France, est pour demain matin ? Non, bien sûr ! Nous ne sommes pas actuellement dans une situation révolutionnaire. Aujourd'hui, le prolétariat accumule des forces, il se prépare. A chaque coup porté par le capitalisme contre ses intérêts, la classe ouvrière et le peuple de notre pays se doivent de riposter. Ce combat classe contre classe contient déjà bien souvent, en germe, ce que sera la révolution prolétarienne de demain : l'unité de la classe ouvrière, l'unité de tout le peuple, ouvriers, paysans et soldats du contingent, hommes et femmes, l'organisation pour la lutte, le combat sans merci contre le pouvoir. Les conditions auraient changé nous dit-on. Oui, bien des choses ont changé. Oui, la France de 1978 n'est pas la Russie de 1917. Mais une chose n'a pas changé fondamentalement : l'exploitation de l'homme par l'homme. Et comme cette exploitation permet aux capitalistes d'assurer leur pouvoir et d'empêcher d'énormes profits, ils s'y accrochent par tous les moyens. Les révolutionnaires russes ont su les renverser, il y a 61 ans, regroupons aujourd'hui nos forces pour préparer la révolution de demain, la France socialiste. Philippe LECLERC... (*) Lénine, œuvres choisies, tome 2, page 154.

Document

40e congrès de la CGT

Quand la CGT défendait les comités de grève

1933 - Grève de Citroën

LA crise économique qui a frappé les Etats-Unis en 1929 s'est étendue ensuite à tous les pays capitalistes et en 1933, il y avait en France des dizaines de milliers de chômeurs. Le patronat profite de la crainte des travailleurs de se retrouver sans emploi pour exiger des rendements excessifs et pour réduire les salaires. C'est à ce moment là que les ouvriers de Citroën se mettent en grève contre la décision de la direction, qui après avoir réduit les effectifs de moitié, entendait réduire les salaires. La grève dura 35 jours et fut victorieuse. Elle fut dirigée par Jean-Pierre Timbaud (secrétaire de la CGT-Métallurgie) et la CGT unitaire, dirigée par les communistes. Elle est remarquable en particulier par son organisation.

Voici des extraits de l'intervention de Timbaud au congrès de la Fédération nationale des métallurgistes qui a suivi la grève :
 « Ce mouvement fut d'ailleurs beaucoup plus la conséquence de la volonté des ouvriers que d'une préparation minutieuse de la part de nos organisations syndicales à l'intérieur de l'usine... Il n'a pas été préparé comme nous pensons à la CGT qu'on doit préparer les mouvements, avec, à l'in-

terieurs ateliers... Toutefois, si le mouvement n'a pas été préparé, nos sections syndicales ont réagi immédiatement dès le début de l'attaque. C'est parti sur la base d'une action d'abord partielle... Aussitôt l'attaque de la direction pour la diminution des salaires des ouvriers d'un atelier, nous avons dit à ceux-ci : « Demain matin rentrez dans l'usine, envoyez vos délégués à la direction. » Et immédiatement dans

différentes usines Citroën pour dire aux ouvriers : « Nous vous demandons camarades de les appuyer dans leur lutte. » A 13 h 30, en écho à ces interventions rapides, les ouvriers partout rentraient dans leurs usines au chant de L'Internationale et mettaient en application nos conseils : le débrayage équipe par équipe en forçant les portes des ateliers, en se rassemblant à l'intérieur de l'usine, en désignant les délégués chargés d'aller à la direction.

Citroën a alors prononcé le lock-out. Il pensait que c'était l'histoire de quelques jours et que la grève serait bientôt terminée...

... Je vais maintenant entrer dans le vif de la question : la direction du mouvement. Comment allons-nous diriger ce mouvement ? Quel est l'organisme qui a dirigé ? C'est le comité de grève élu par les ouvriers. Déjà la veille quatre-vingts délégués avaient été élus dans les usines. Le lendemain nous avons demandé aux ouvriers de compléter la représentation des délégués par ate-

troën, les syndicats ont su employer une tactique juste en déjouant les manœuvres du patronat, du gouvernement et de tout l'appareil de la bourgeoisie tendant à diviser le bloc des grévistes. L'application d'une large démocratie prolétarienne, permettant à l'ensemble des ouvriers de participer à la direction du mouvement par l'élection et le fonctionnement d'un large comité de grève, a assuré une bonne direction et une organisation énergique du mouvement. Cette grève a contraint le patronat de la métallurgie à renoncer provisoirement à la forme d'attaque massive et collective contre les salaires que tente d'inaugurer Citroën...

Timbaud : un dirigeant prolétarien

Jean-Pierre Timbaud est né en 1904 dans une famille d'ouvriers parisiens d'origine limousine. Le père travaille en usine et la mère fait du travail à domicile pour pouvoir nourrir ses quatre enfants. Sa scolarité est interrompue par la guerre car il part dans le Limousin quand son père est incorporé, puis à 13 ans il commence à travailler dans une fonderie à Decazzeville.

De retour à Paris, il continue ce métier et en 1922 il adhère aux Jeunesses communistes.

Après le service militaire, il est embauché chez Rudier, maître fondeur spécialisé dans les grands monuments. C'est là qu'il se forme comme militant syndicaliste et il joue un rôle important dans le syndicat des métaux du XV^e pour épauler l'action des syndiqués de Citroën. En 1931, il est élu secrétaire du syndicat unitaire des métaux de la région parisienne et se bat avec ténacité pour aider les grévistes à organiser leurs grèves et en particulier à faire grève « sur le tas » ce qui aboutira aux occupations de 1936. Il joua un rôle déterminant dans la grève de Citroën en 1933.

Timbaud est candidat du PCF aux élections législatives de 1932 dans le XV^e ; l'axe principal de la campagne des communistes est « unir tous les travailleurs dans un même combat » et Timbaud recueille près de 9 000 voix. Puis en 1934, il est employé par la première municipalité communiste à Gennevilliers, où il met en place les structures syndicales et organise la première colonie de vacances.

C'est comme dirigeant du syndicat unitaire des métaux qu'il se bat pour la réunification de la CGT en 1936 puis il participe aux grèves de 1936.

A la déclaration de la guerre, il est mobilisé et dès après la débacle, il rentre à Paris, prend contact avec les premiers noyaux de résistance et participe à la constitution de comités syndicaux clandestins. Il est arrêté le 18 octobre 1940 et continue à se battre inlassablement dans les camps pour de meilleures conditions de détention. Il est finalement transféré à Châteaubriant ; le 22 octobre 1941 il est fusillé par les nazis avec 26 communistes en représaille contre la mort d'un officier hitlérien à Nantes. Son dernier cri domina tous les autres : « Vive le parti communiste allemand ».

40e congrès de la CGT

Une motion du Syndicat des correcteurs

LE syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne (qui fait partie de la FFTL) présente pour le 40e congrès confédéral à Grenoble une motion de soutien à l'Association du syndicat libre des travailleurs en URSS.

Voilà le texte de cette motion, publiée dans le bulletin des correcteurs d'octobre 1978, et qui reflète la longue tradition de solidarité internationale d'un syndicat très attaché à un certain nombre de principes comme l'internationalisme, mais aussi la démocratie ou l'indépendance par rapport aux partis.

Les correcteurs sont environ un millier dans la région parisienne. Leur profession et leur syndicat sont très anciens.

Conformément à l'article 5 des statuts de notre confédération :
 « Le congrès est l'instance souveraine de la CGT. Il adopte démocratiquement l'orientation à

donner à l'activité confédérale.
 — La démocratie syndicale assure à chaque syndicat la libre expression de son opinion sur toutes les questions concernant l'intérêt des salariés et le fonctionnement de l'organisation syndicale. »

et à l'orientation adoptée le 4 mars 1978 par son assemblée générale, le Syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne propose à l'appréciation et au vote du congrès la motion suivante :

« Le 40e congrès de la Confédération générale du travail, conformément à ses traditions de solidarité internationale et à la Déclaration universelle des droits syndicaux proposée au IX^e congrès syndical mondial qui s'est déroulé du 16 au 23 avril 1978, assure de son appui matériel et moral l'Association du syndicat libre des travailleurs en Union soviétique, fondée à Moscou le 1er février 1978. »

Il rappelle :
 — Que les travailleurs ont le droit de former des syndicats sans autorisation ni contrôle des autorités publiques ni des employeurs.
 — Que le plein exercice des droits syndicaux exige la reconnaissance et la garantie dans les constitutions, les lois nationales, et dans la

pratique du droit au travail productif et socialement utile pour chacun, du droit pour les organisations syndicales nationales, régionales et internationales de décider de façon indépendante et en dehors de toute ingérence extérieure de leurs programmes et de leurs actions, et de leurs rapports éventuels avec les organisations extérieures au mouvement syndical ;

— Que les organisations syndicales ont le droit de prendre toute mesure pour organiser et soutenir toute forme d'action syndicale y compris la grève et, de ce fait, ne pourront faire l'objet avant, pendant et après les actions de peines, amendes, sanctions et mesures de répression.

« En application de ces principes, le congrès mandate les organes dirigeants de la confédération pour que, en liaison avec la FSM, ils mettent tout en œuvre afin que soient obtenus la libération de Wladimir Khlébanov et de ses camarades ainsi que l'arrêt de toutes répression, discrimination et brimades contre les membres de l'Association du syndicat libre des travailleurs en Union soviétique. »



Jean Pierre Timbaud, membre du PCF, dirigeant syndical CGT, participera pendant la dernière guerre à la création des premiers noyaux de résistance et à la constitution de comités syndicaux clandestins. Il sera arrêté en octobre 1940. Le 22 octobre 1941, il sera fusillé par les nazis avec vingt-six communistes. Son dernier cri : « Vive le Parti communiste allemand ». Sur cette photo, prise en mai 1941, des prisonniers de Châteaubriant. Timbaud se trouve au premier rang, le 3e à partir de la gauche.

térieur de l'usine une organisation syndicale assez puissante, l'établissement de cahiers de revendications par atelier, par chaîne, par équipe et la constitution, avant le déclenchement de l'action, du comité revendicatif ou du comité de lutte avec les délégués élus par les ouvriers des diffé-

la nuit, nous avons pris des mesures pour alerter l'ensemble du personnel des usines Citroën. Le débrayage de l'atelier en cause a eu lieu à 9 heures du matin. A midi, les militants responsables du syndicat, de l'union régionale et de la Fédération nationale descendaient aux portes des

lier. Le comité central de grève s'est élevé à cent quatre vingt membres, confédérés, unitaires, communistes, socialistes, inorganisés. Nous avons réalisé l'unité d'action des travailleurs. Ce comité central de grève a été appelé à jouer un rôle important dans le déroulement de la grève. Il a eu au point de vue de la direction du mouvement, une importance capitale parce qu'il était l'émanation des dix-huit mille ouvriers de chez Citroën... Dans la grève de Ci-

RECTIFICATIF

Hier, en page 2, à propos de l'article sur l'agriculture au Mozambique, nous commencions ainsi le sous-titre : « Le 4e congrès du Frolinat... ». Il s'agit bien entendu non du Frolinat mais du Frelimo (Front de libération du Mozambique).

Interview de Bertrand Boulin, créateur de «SOS enfants battus»

«Dénoncer à la police ? c'est très grave, et pour quoi faire ? »

NOUS publions ci-dessous une interview de Bertrand Boulin créateur de «SOS enfants» dont le but est de venir en aide aux enfants battus et à leur parents et de transformer leurs rapports.

Le phénomène des enfants battus, la plupart du temps, a pour cause les mauvaises conditions de travail et de vie des travailleurs.

La fatigue au retour du travail, les mauvaises conditions de logement, les bas salaires expliquent que, dans le peuple, des parents battent leurs enfants.

Une autre raison est la persistance chez de nombreux hommes du sentiment de propriété à l'égard des enfants et encore de la femme. Battre les enfants est ainsi un moyen d'obtenir d'eux la soumission.

Un aspect particulièrement intéressant des positions de B. Boulin est son refus de l'intervention de la police et de la répression.

Q : Quand on parle des enfants battus, on pense qu'il s'agit d'enfants d'un milieu pauvre, populaire. Le problème de ces enfants n'est-il pas à l'origine celui de la condition des parents ?

flirtent, et que les parents battent.

Autant on parle de la première catégorie de parents qu'on traite de primaires, autant on fait le silence sur la seconde.

Q : Y-a-t-il beaucoup d'enfants battus ?

B.B. : Il y a une espèce de schéma autour des enfants battus. On s'imagine toujours que les enfants battus appartiennent à la catégorie des cas sociaux. C'est vrai, mais en partie. Dans de très beaux appartements du 16e arrondissement de Paris, il se passe aussi des choses abominables. Mais ça on ne le dit pas.

B.B. : Les enfants battus sont monnaie courante, ce qui est exceptionnel, ce sont les excès, les violences très fortes avec, par exemple, fracture du bras, l'enfant reçoit trois claques par jour, c'est un enfant battu et c'est beaucoup plus habituel. Beaucoup de parents, la majorité, se défoulent ainsi sur les enfants. Ceux-ci sont sans défense, quoi de plus facile. On bat même les enfants publiquement car c'est encore admis alors qu'on ne peut plus le faire heureusement pour les femmes.

Dans les cas sociaux, c'est vrai que quand on est au chômage, que quand on vit dans des HLM, quand on vit à cinq dans un trois pièces, c'est vrai que cela crée des tensions qui se terminent par des violences.

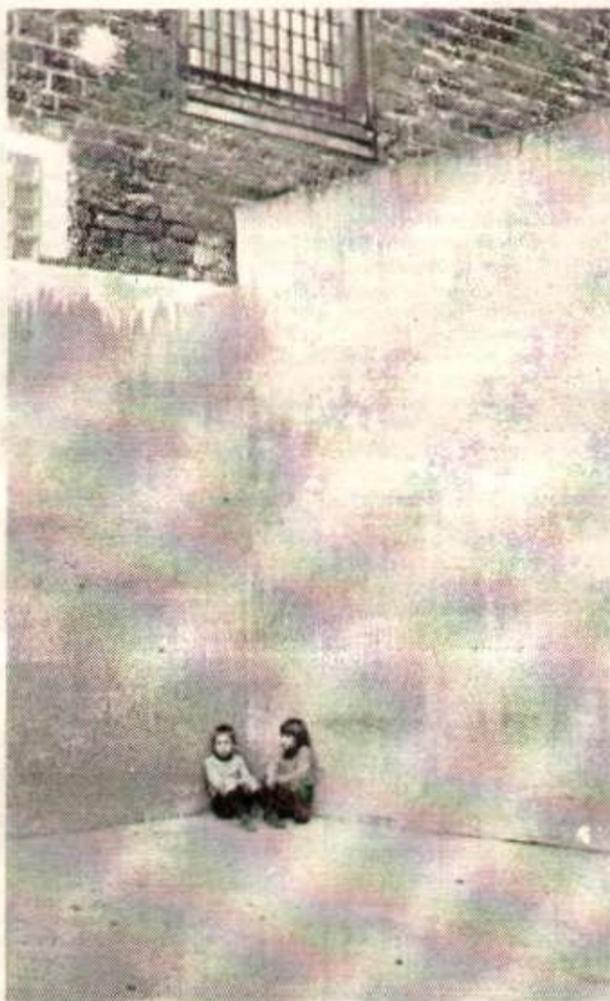
La loi permet les violences légères. On commence à s'émouvoir le jour où il y a un bras cassé. Et là on intervient. Et on intervient pourquoi ? Il y a une enquête de l'assistante sociale. On se rend compte que la famille n'a pas des conditions de logement ou de travail convenables, c'est le constat et on s'en tient là. Deuxièmement, on peut estimer que l'enfant doit être retiré de la famille. On met l'enfant dans un centre où rien pour lui n'est réglé.

Les parents qui battent leurs enfants ont eux-mêmes des problèmes très importants de frustration, de mal vécu. La violence est la conséquence de tous cela, de cette exaspération.

Q : N'y-a-t-il pas une différence chez les enfants battus selon qu'ils sont filles ou garçons ?

Il y a aussi des salauds, mais ils sont rares. C'est beaucoup plus rare qu'on ne le dit ou qu'on ne le croit, les gens qui battent leurs enfants le plus souvent pourraient être autrement, si simplement ils avaient eu quelqu'un à qui s'adresser pour les aider à résoudre leurs difficultés et s'ils vivaient dans de meilleures conditions.

B.B. : On bat les filles plus pour des raisons de moralité. On bat les garçons davantage pour des raisons de discipline. On bat les filles parce qu'elles sortent, qu'elles ne rentrent pas à des heures permises, qu'elles flirtent. Souvent pour ces raisons, on les traite de putain. On les bat aussi parce que les filles répondent souvent, plus que les garçons, à la violence de la famille, pas seulement



« Il devrait y avoir de plus en plus d'associations de quartier qui s'occupent aussi de ce problème-là de façon un peu discrète, ouverte... »

Dans les milieux sociaux défavorisés, le garçon a le droit de faire un peu ce qu'il veut, sortir le soir, alors que la fille qui, par exemple, a deux ans de plus ne peut pas.

Q : Comment intervenir ?

B.B. : Comment intervenir ? Quand des enfants nous appellent c'est facile. Nous intervenons, nous lui disons de venir nous voir, nous essayons de comprendre les problèmes. Bien sûr, il y a quelquefois des enfants qui racontent des histoires mais c'est rare.

Les voisins aussi nous téléphonent. Il y a dans les voisins des gens très chouettes. Mais il y en a aussi qui se vengent. On le sent au téléphone. Il faut faire attention à la délation. Nous n'avons pas la même position que France-soir qui dit « il faut alerter », c'est en fait un appel à la délation.

Ça n'empêche pas que des voisins qui voient des horreurs se passent doivent intervenir. Mais comment ? Dénoncer à la police ? c'est très grave et pourquoi faire ?

A S.O.S enfants, quand on a des cas sociaux, ça nous est arrivé il n'y a pas longtemps, on essaie d'aider la famille, pas seulement

l'enfant. On incite les gens à se prendre en charge. Par exemple avant-hier, un enfant de douze ans est venu nous voir. Il portait des traces de strangulation. La mère était avec lui. Elle est mariée avec un type qui les bat tous les deux. Elle ne peut pas partir car tous les deux tiennent un commerce qui est à leur nom à tous les deux. Nous lui avons dit : « Détrompez-vous si vous restez, ça va très mal se terminer. Il faut que vous partiez ».

On l'a incitée à s'adresser à S.O.S femmes battues. Il devrait y avoir de plus en plus d'associations de quartier qui s'occupent aussi de ce problème-là de façon un peu discrète, ouvertes, ayant une attitude amicale envers les parents qui battent leurs enfants.

Il faut aider les parents à changer de méthode et c'est possible sans faire la charité. C'est aux gens du quartier à dénouer entre eux ces situations.

Quand nous intervenons on ne dit pas aux parents : « Comment, vous battez votre enfant ! ». Nous venons les aider avec le sourire. Nous avons réussi quand ils nous disent : « Nous n'avons plus besoin de vous ».

Interview recueillie par Henri MAZERAU

Intensifier la bataille

(Suite de la page 1)

Enfin pour encourager nos lecteurs à souscrire, pour donner des idées sur les moyens à employer et susciter une émulation communiste entre les cellules de notre parti il serait fort souhaitable de pouvoir publier régulièrement des lettres comme celle envoyée récemment par les camarades d'Agén. Ne constituent-elles pas par leur exemple un grand encouragement et ne sont-elles pas propres à susciter l'enthousiasme dans cette bataille que nous menons.

Nous savons qu'ici et là d'autres initiatives sont prises. N'hésitez pas à nous faire connaître par un petit billet, une information téléphonée, ne soyez pas trop modestes : ce sont des initiatives modestes mais précieuses qu'il nous faut multiplier partout où nous sommes liés aux travailleurs, lors de chaque diffusion comme auprès de nos connaissances et amis, etc... Nous demandons tout particulièrement à nos correspondants régionaux et locaux de s'attacher à alimenter régulièrement notre presse en exemples de ce genre, de manière à ce que la rubrique souscription que nous allons tenir maintenant, grâce aussi à un travail accru de l'administration, trois fois par semaine, soit à même de participer pleinement à la mobilisation générale.

Notre presse a remporté depuis septembre dans les domaines de la diffusion et des abonnements, qui sont décisifs pour en assurer le développement à long terme, quelques premiers succès encourageants dont nous aurons l'occasion de reparler.

Raison de plus pour intensifier la bataille de la souscription.

Jean QUERCY

SOUSCRIPTION ANCIEN TOTAL : 34 458,76 F

Table listing subscription amounts for various regions and individuals, including C.S. (Grenoble), M.B. Le Vigan, R.G. (Région Nantes), H.D. (Marseille), M.M. (Hlloch), S.B. (Paris), D.P. (La Flèche), D.P.A. (Évry), F.F. (Montpellier), K.A. (Rennes), C.P. Commune de Paris, C.P. Eugène Vartin (Paris), C.J. (Nantes), E.J. (Laval), O.S. (Chelles), B.T.H. (Bretigny-sur-Orge), P.B. (Chelles), Pour la souscription L.Y. (Le Pecq), I.D. (Montpellier), M.J.B. (Ruelle), Des camarades du Nord, C.M. (Mortais), G.M. (Massy), M.D. sur vente de timbres (Paris).

LISTE DE SOUSCRIPTION TOTAL AU 23 octobre 1978 : 298 699,76 F

Table listing subscription amounts for various regions and individuals, including B.A.H. (Rennes), P. (Rennes), C.P. Chateaubriant du PCML, C.Y. (Creil), D.J. (Limoges), Camille Porchet (Rouen), C.P. Commune de Paris, Stage de cadres du PCML, Trois camarades de Brest, Vente de lait, grains, betteraves Bretagne, Ma petite pierre pour les 100 millions (Lorient), N.G. (région Rennes), Souscription permanente R.R. (Grenoble), A Saint-Raphaël, C.P. Manouchian PCML, D.B., B.I./M.H.E. (région Grenoble), B.M. Vivy, B.J.P. (région Rennes), L.J.P. (région Lyon), Soutien au journal M.R. (Biarritz), M.J. (Montpellier), plus bimensuel J.M. (Lussan), Sapp-Brius quotidien H.L., M.D. sur vente de timbres (Paris).

Une première victoire pour les travailleurs des Planchers Bourge

Les travailleurs ont enfin touché leur salaire de décembre 1976 ainsi que quelques indemnités (de 1 000 à 4 000 F). On peut dire que c'est une première victoire dans cette lutte qui dure maintenant depuis presque deux ans.

Rappels des faits :

— Le 21 décembre 1976, le patron Bourge met à la porte des travailleurs parce qu'ils avaient osé débrayer deux heures pour demander des conditions de travail décentes : pas de chauffage dans les ateliers, femmes enceintes travaillant 9 heures par jour, pas de gants, pas de chaussures de sécurité, etc.

— Depuis, il y a eu quatre procès et ce n'est pas fini car le patron a intenté un pourvoi en cassation, c'est-à-dire que si le dernier jugement est cassé, tout est à recommencer !

Le premier jugement ne leur avait accordé que le paiement du salaire de décembre 1976 ainsi que 500 F seulement d'indemnités pour retard de paiement, ce qui était beaucoup moins favorable que ce qu'ils viennent d'obtenir.

Il faut attendre maintenant la décision en ce qui concerne la détermination du motif des licenciements (abusifs ou pas) et la fixation des loyers des logements de fonction qu'ils ne payaient plus depuis leur mise à la porte.

Par ailleurs, le patron a proposé oralement une conciliation aux travailleurs :

- Aucune indemnité supplémentaire pour eux ;
 - Pas de loyers à payer et cessation des poursuites judiciaires.
- Ceci montre bien que le patron est beaucoup moins sûr de gagner qu'avant. Cette proposition ne sera sûrement pas acceptée, mais les travailleurs sont prêts à faire une autre conciliation équitable... Affaire à suivre.

Correspondant HR

La situation à l'usine Ericsson

Déclaration de la section syndicale CGT Ericsson-Brest (Conférence de presse du 27 octobre 1978)

Ericsson rachetée par Thomson-structuration dans le téléphone :

En 1976, Thomson a racheté Ericsson puis LMT et LTT, entreprises de téléphonie. Premières mesures du nouveau patron pour Ericsson : restructuration de la société.

Applications concrètes de cette restructuration à Brest :

— Retour des 2X8 dans des secteurs

où des luttes en avaient obtenu la suppression.

— Affectation de l'usine de Brest à la fabrication presque exclusive de centraux privés électroniques.

— Suppression du service d'études techniques de Brest et rapatriement des projets à Colombes, siège social de la société.

— Suppression d'avantages acquis (échelle mobile), diminution de la prime de bilan...

— Mutations nombreuses.

— Accélération de la mutation technologique. Passage accéléré de la fabrication électromécanique à la fabrication électronique.

Mécanisation de la production.

Les nouvelles machines pour la fabrication électronique font une production très importante :

- Machine à souder à la vague,
- Implantation mécanique de composants sur les circuits,
- Test automatisé des circuits électroniques.

Sur ces nouvelles machines, les conditions de travail sont aggravées : augmentation des cadences, gestes encore plus répétitifs, poignet relié à la masse pour implanter certains circuits.

Menaces sur l'emploi :

La direction ne garantit pour 1979 ni l'emploi, ni les qualifications ni les salaires.

Un creux de charge de travail existe dès le premier semestre 1979. La part de l'électromécanique devant passer de 80 % à 25 % en 1979.

Les propositions de la direction sont, dans l'immédiat :

- 25 mutations volontaires à l'usine Thomson-CSF de Brest, énoncées au cours de l'entrevue des membres du comité d'entreprise avec le chef du personnel la semaine dernière, aujourd'hui démenties à la réunion mensuelle du Comité d'entreprise par la direction qui ne veut pas s'avancer sur un chiffre exact et qui parle de mutations trois par trois.
- La pré-retraite à 58 ans pour les travailleurs volontaires (12 concernés).
- Demande de volontaires pour travailler à temps partiel (dix personnes auraient répondu, selon la direction).

Parallèlement des travaux de sous-traitance pour d'autres entreprises sont effectués à Ericsson-Brest, mais pour le moment, cela concerne très peu de travailleurs.

Si la situation ne s'améliore pas en 1979, la direction envisage :

- Chômage partiel,
- Licenciements éventuels.

D'autre part, la réduction du budget PTT (15 % avec 10 000 lignes de moins à installer en 1979 qu'en 1978) aura des répercussions sur l'emploi chez Ericsson dont la production globale est destinée à 60 % pour les PTT

Position de la CGT :

Tous les emplois doivent être maintenus, ainsi que les qualifications et les salaires.

Le progrès technique (passage à l'électronique) n'est pas concevable sans progrès social. C'est-à-dire que face à la mécanisation de la production, nous demandons :

— La suppression du travail au rendement (cause des crises de nerfs et de la détérioration de la santé.)

— La diminution des horaires de travail sans perte de salaire (35 heures par semaine, cinquième semaine de congés déjà appliquée dans la téléphonie à AOIP (Moriaix et Guingamp).

— La retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.

— Reconversion sérieuse et rapide des travailleurs assurant jusqu'à présent des productions qui vont disparaître avec l'électronique (la fabrication des relais, une partie du câblage et du soudage).

— Que la direction fasse les démarches nécessaires pour que tout le personnel ait du travail correspondant à ses compétences actuelles ou après

reconversion (sans déqualification bien entendu).

Nous sommes persuadés que le trust Thomson a des moyens largement suffisants pour résoudre le problème de l'emploi chez Ericsson.

Centres de tri PTT-Paris

L'oppression devient insupportable !

Faire faire le maximum de boulot par le minimum de travailleurs, cette loi constante qui guide les capitalistes est aussi en application dans les entreprises où l'Etat bourgeois est le patron, en particulier au PTT.

Une des méthodes employées ici, c'est de rendre les travailleurs de plus en plus mobiles de façon à ce que l'administration puisse organiser le travail suivant les flux de trafic.

Concrètement, cela se traduit par des sanctions qui tombent sur le moindre rien sur les travailleurs qui refusent d'être exploitables à merci, par la chasse aux temps morts, le déplacement constant d'une position de travail à une autre et un encadrement qui, à quelques rares exceptions près, est constamment sur le dos des travailleurs.

En voici quelques exemples précis :

— **Au centre de tri d'Austerlitz**, le directeur veut imposer des repos d'office en semaine (les repos sont des jours de congé ou des heures obtenues pour le travail les samedis après-midi et dimanches : jusqu'ici en général les postiers pouvaient les prendre quand ça les arrangeait, en particulier pour pouvoir avoir plusieurs jours consécutifs et revenir chez eux. C'est ce qu'on appelle les « combines ») En nuit, il y a à quelques semaines, un débrayage à eu lieu contre cette décision du chef de centre.

— **A Paris Nord**, c'est un chef que l'administration a essayé de sanctionner car il refusait de déplacer sans arrêt les travailleurs sur les positions de travail. Devant la riposte du personnel, en particulier un débrayage dans une brigade de nuit à la fin du mois dernier, le directeur a dû faire marche arrière...

— **Au PLM**, les chronométrages font leur réapparition. Un agent non-embriqué qui avait refusé de faire la bouche-trou à été sanctionné (PV 532) et Amoros, le chef de centre, prétextant un tract CFDT qui dénonçait cela, a refusé de recevoir les représentants syndicaux... Dans les entreprises d'Etat, les patrons de choc existent comme dans les entreprises privées.

— **A Paris Brune**, des préposés en nuit qui avaient déjà été affectés à une position de travail précise ont refusé d'obéir à un sous-chef qui voulait leur faire décharger une voiture qui avait été refusée par le centre de tri de Pantin. La sanction est tombée : deux PV. De même dans la nuit du 3 au 4, le transbord s'est mis en grève à partir de minuit à presque 90 %, plusieurs délégations auprès du chef de centre ont eu lieu...

« N'oubliez pas que vous êtes à la disposition du conducteur de transbord », telle est la rengaine que resservent à nouveau ici certains cheffillons pour tenter de faire accepter aux travailleurs les déplacements continus d'une position de travail à une autre et la surexploitation qui en découle.

BLOC-NOTES

Combattre le chômage et le racisme !

Notre édition du 15 novembre, date de la journée d'action contre le chômage organisée par la CGT, comportera un dossier-chômage de plusieurs pages qui pourra notamment être diffusé dans les manifestations et les assemblées générales de travailleurs. Notre édition datée du 17, veille de la manifestation contre le racisme à Paris à laquelle appellent de nombreuses organisations dont notre parti, comportera un dossier-racisme de plusieurs pages traitant des questions suivantes : responsabilité du pouvoir vis-à-vis de la propagande et des méfaits racistes, attitude du PCF à l'égard des travailleurs immigrés, notre point de vue sur les droits des travailleurs immigrés, luttes contre le racisme menées ces dernières années, soutien à la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra, participation des travailleurs immigrés aux grandes luttes politiques de la classe ouvrière en France.

Les lecteurs, camarades et organismes qui veulent recevoir davantage d'exemplaires de ces éditions-là pour diffusion militante, doivent passer leurs commandes dès maintenant à l'administration jusqu'au 14 pour la première et au 16 pour la seconde. Celle-ci pourra être utilisée après le 18 et sera précédée par la parution durant la semaine précédente d'une série en page 8 destinée à expliquer les raisons et la nature de l'immigration.

Librairie les Herbes sauvages

70, rue de Belleville, Paris 20e

Les horaires d'ouverture de la librairie changent. A partir du 2 novembre, la librairie sera ouverte le lundi, mardi et jeudi de 13 h à 19 h. Le mercredi, vendredi et samedi, elle sera ouverte de 10 h à 19 h.

Nous rappelons que le premier tome du nouveau livre d'E-100 « Histoire du Mouvement communiste international : 1848-1917 » est disponible.

Vient de paraître également le No 4 du *Peuple français* avec un dossier consacré aux paysans.

La bande dessinée *Fils de Chine* peut être trouvée à la librairie ainsi que le livre sur la libération de Phnom Penh, *Phnom Penh libérée*.



Le calendrier 1979 pour la souscription à *L'Humanité rouge* est disponible.

Nous demandons aux responsables concernés des régions et des sections qui ne l'auraient pas encore fait de faire parvenir rapidement leurs commandes — par téléphone si possible.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal (BP 61 75861 Paris Cédex 18 — CCP 30 22672 D La Source. Joindre le règlement.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et des départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il est agréable et doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

La diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente-cinq millions fin décembre, pour que vive *L'Humanité rouge*.

Le prix est de 10 francs. Faites parvenir le règlement, soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

Achetez et faites acheter le calendrier 1979

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
 Rédacteur en chef : Jean Quercy
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson — Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel
 L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse
 Commission paritaire No 57 952.
 Distribution NMPP
 Imprimerie La Nouvelle
 Dépôt légal 4e trimestre 1978

Le dossier noir du chômage (2)

Les chômeurs ne sont millionnaires que par le nombre



(photo correspondant HR.)

Des indemnités de misère, payées irrégulièrement

LE système d'indemnisation des chômeurs constitue un maquis dans lequel il n'est pas toujours facile de se retrouver. La complexité des aides arrange bien la bourgeoisie, dans une certaine mesure, pour diviser les chômeurs et leur rendre plus difficile la revendication de leurs droits.

BEAUCOUP DE CHÔMEURS NON-INDEMNISÉS

En juin 1978, sur 1 039 000 demandeurs officiellement enregistrés à l'ANPE, 70 % recevaient une indemnité. 312 400 ne touchaient rien, soit 100 000 de plus qu'en 1974. En août, ce nombre est passé à 430 000, il s'est encore accru en septembre.

DES AIDES TRÈS DIVERSES

Les chômeurs indemnisés reçoivent soit l'aide publique, soit les allocations des ASSE-DIC, régime créé le 31 décembre 1958, par un accord entre le patronat et les syndicats, et perfectionné par la suite. On trouvera ci-dessous un résumé des conditions d'attribution des allocations ainsi que leur montant ; l'instruction des dossiers de demande est une épreuve pour les chômeurs, qui doivent remplir deux dossiers, et passer au crible des différentes conditions, soumis, sans moyen de contrôle, à la machine administrative. Le tableau No 1 fait apparaître qu'en juin 1978 :

- 30 % des indemnisés recevaient l'aide publique seule, (16,50 F par jour pendant les trois premiers mois plus un supplément pour les personnes à charge, soit, par exemple, 891 F par mois pour un ménage avec un enfant).
- 15 % recevaient l'allocation spéciale ASSE-DIC seule (40 % du dernier salaire pendant les trois premiers mois).

- 31 % touchaient les deux allocations précédentes.
 - 24 % bénéficiaient de 90 % de leur salaire.
- Pour les chômeurs licenciés, âgés de plus de 60 ans (ou dans certains cas ayant démissionné

Répartition des chômeurs indemnisés en juin 1978 (1)		%
Aide publique seule	215 000	29,6
Assedic seule	108 400	14,9
Aide publique et Assedic	228 900	31,5
ASA	174 400	24,0
Total	726 800	100
Garantie de ressources	101 500	

(1) A l'automne, on constate avec le fort accroissement des inscriptions de jeunes à l'ANPE à la fois l'augmentation du nombre de chômeurs inscrits non indemnisés et celle de la part de l'aide publique seule.

après cet âge), il existe un système de pré-retraite dit « garantie de ressources » qui leur maintient 70 % du salaire jusqu'à la liquidation de la retraite.

Le graphique ci-joint montre l'évolution des catégories d'indemnisation. En proportion, l'aide publique seule a eu tendance à augmenter, l'ASSE-DIC seule a stagné et l'ASA (les 90 %) est passée de 17,3 % en 1975 à 24 % en 1978.

Les inégalités se sont ainsi creusées entre ceux qui ne touchent que l'aide publique, d'un montant ridiculement faible, et sont en nombre croissant d'une part, et d'autre part ceux qui conservent leur salaire antérieur (mais pendant une durée moyenne de six mois seulement). L'évolution des ASA va de pair avec l'accroissement des licenciements économiques liés à l'accentuation de la politique de restructuration depuis les élections.

Les inégalités entre chômeurs sont exploitées par le patronat pour tenter de les opposer entre eux, braquant les projecteurs

sur ceux qui « bénéficieraient d'avantages scandaleux qui ne les incitent pas à rechercher un nouvel emploi », alors précisément que les licenciements massifs interviennent sans qu'il y ait création d'autres emplois. Que représentent six mois ou même un an de salaire pour un travailleur qui a souvent travaillé de longues années dans la même région, sinon la même entreprise, qui y a sa famille et ses amis et qui se retrouve sans possibilité de trouver un nouvel emploi ? Les patrons « s'arrangent » d'ailleurs pour tourner la réglementation en recourant davantage aux contrats à durée déterminée qui, eux, ne donnent pas droit aux 90 % quand ils prennent fin.

Lorsqu'on examine la répartition des aides selon la qualification (voir tableau No 2), on constate, en outre, que la maîtrise et les cadres sont les plus nombreux pour les indemnités les plus favorables, c'est-à-dire l'ASA et la garantie de ressources.

Bien que plus de la moitié des chômeurs soit ne touche rien, soit ne reçoive que l'aide publique, le montant global

CNPF tentent d'imposer un retour en arrière sur « les 90 % ». Décidés, il y a quatre ans, à une époque où la bourgeoisie espérait encore une sortie rapide de la crise et entendait ainsi faire accepter les licenciements massifs, ces « 90 % » constituent aujourd'hui la cible principale d'une attaque d'ensemble contre le système d'indemnisation, le patronat cherchant encore à imposer davantage aux chômeurs l'acceptation de n'importe quel emploi aussi sous-qualifié, pénible ou mal rémunéré soit-il. Boulin déclarait récemment qu'il fallait « moraliser » davantage le système, reprenant à son compte les vieilles litanies anti-chômeurs de Beullac : sur les femmes mariées qui devraient rester à la maison, sur les « faux

chômeurs qui souhaitent seulement bénéficier de la Sécurité sociale » et sur « les jeunes qui ne veulent guère travailler ».

Le projet patronal consisterait à remplacer les 90 % pendant un an par une indemnité à taux dégressif descendant à 60 % après neuf mois de chômage. Il accepterait toutefois de relever le taux de l'allocation spéciale ASSE-DIC à 50 %.

La CGT et la CFDT accepteraient d'abaisser le plafond du salarié bénéficiant des 90 % à trois fois le SMIC, voire à 3 000 F (pour la CFDT). Actuellement, les cadres gagnant jusqu'à 16 000 F par mois conservent 90 % de leur salaire. CGT et CFDT demandent également le doublement de l'allocation publique et la majoration de l'allocation spéciale ASSE-DIC (à 60 % du salaire antérieur), de façon notamment à aboutir à un minimum proche de 90 % du SMIC.

La profonde inégalité des indemnités selon les chômeurs reste une réalité objective et un facteur de division parmi les chômeurs. Si la bourgeoisie fait campagne contre eux, c'est qu'elle ne peut envisager aucune amélioration sensible de l'emploi et qu'elle n'accepte pas d'accroître davantage le coût de l'indemnisation. Espérant que le chômage « est entré dans les mœurs » et que des indemnités améliorées, comme les 90 %, sont nécessaires pour faire accepter les licenciements massifs, la bourgeoisie cherche à réduire encore le montant des aides sous prétexte de « réduction des inégalités » et à les rendre plus précieuses encore pour « inciter » les chômeurs à trouver du travail !

Pour les travailleurs, qui ne sont en rien responsables du chômage, il n'est pas question d'accepter des menaces : ils ont droit à une indemnisation décente, aussi longtemps qu'ils ne peuvent trouver un emploi.

Monique CHERAN

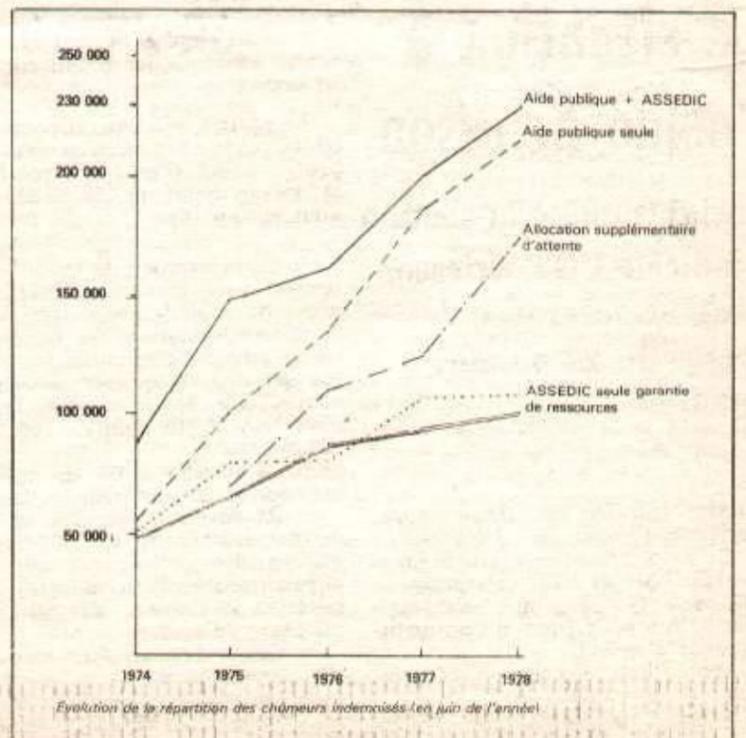
PART DES BÉNÉFICIAIRES DES 90 % PARMI LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION SPÉCIALE ASSE-DIC EN AOÛT 1978

Mancœuvre	21,5 % (1)
OS	35,1 % (1)
OO	44,3 % (1)
Employé non qualifié	28,6 %
Employé qualifié	38,3 %
Maîtrise	45,4 %
Cadre technique	50,7 %
Cadre administratif	49,5 %

(1) Cette proportion est encore beaucoup plus faible pour les travailleurs immigrés : à peine plus de 10 %.

Âge	Salaire brut : 2 500 F	
	économique	non économique
40 ans	● Pendant un an, 2 500 x 0,90 = 2 250 F par mois.	● Pendant trois mois, 1 089 F d'aide publique + 1 006 F d'ASSE-DIC, soit 2 095 F. ● Pendant les neuf mois suivants, 1 050 F d'aide publique + 875 F d'Assedic, soit 1 925 F.
	● Au bout d'un an, seules restent les allocations d'aide publique diminuées de 10 %, soit 945 F par mois (réduits de 10 % tous les ans).	
50 ans	● Comme ci-dessus pendant un an.	● 2 095 F pendant trois mois. ● 2 056 F pendant trois mois. ● 1 925 F pendant six mois.
	● Au-delà d'un an, pendant huit mois, 1 820 F. ● Au-delà de 20 mois, 945 F par mois (réduits de 10 % tous les ans).	
60 ans	● 2 500 x 0,70 = 1 750 F par mois jusqu'à la retraite.	

Répartition des indemnités de chômage en fonction de l'âge. Il s'agit d'un salarié ayant trois personnes à charge.



C'est dans cette conjoncture que le ministre Boulin et le